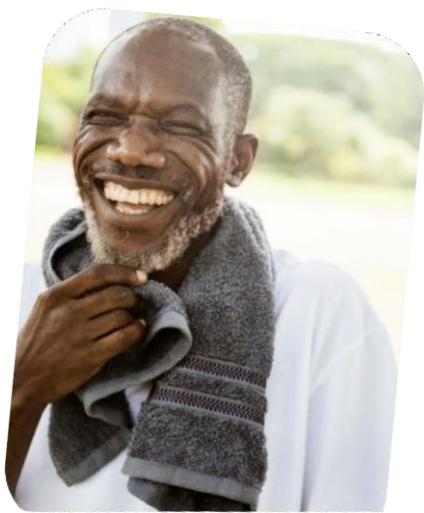




*La Guinée doit être
une chance pour tous*



MOUVEMENT POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE GUINEE

Ligne idéologique : l'intérêt du peuple de Guinée

LA GUINEE DEBOUT !

La République de Guinée est indépendante depuis le 2 octobre 1958. Mais en 60 ans, sa situation semble n'avoir guère évolué.

Malgré ses ressources minières, agricoles et hydrauliques abondantes, notre pays demeure l'un des pays les plus malheureux au monde.

Selon l'INS (l'Institut National de la Statistique), la Guinée a un Indice de Développement Humain de 0,414, ce qui la place à la 183^{ème} place sur 188 pays étudiés. Les épidémies meurtrières comme la fièvre hémorragique Ebola, qui a décimé une proportion assez importante de sa population, en 2015, en raison du manque criant de médecins et d'hôpitaux de qualité, l'insécurité publique et alimentaire effrayante, la corruption endémique, la pauvreté et le chômage de masse, sont par exemple des phénomènes auxquels sont confrontés les guinéens et qui accroissent leur malheur.

Le dernier rapport des Nations-Unies sur le bonheur a ainsi classé la Guinée 140^{ème} sur 156 pays étudiés.

Conséquence : nous assistons à une émigration massive, dangereuse et inquiétante de sa jeunesse.

Les pouvoirs publics qui se sont succédés depuis plus de 60 ans n'ont donc pas réussi à faire de la Guinée un pays prospère.

Or, nous sommes convaincus que notre pays, qualifié d'une part de « **Château d'eau d'Afrique occidentale** » en raison du nombre incroyablement élevé de ses cours d'eau, et d'autre part de « **scandale géologique** » en raison de l'immensité de ses ressources minières, peut devenir **une chance pour tous !**

C'est pourquoi, nous avons décidé de nous engager politiquement et d'inciter la Guinée à se tenir debout.

Le MPDG (Mouvement populaire démocratique de Guinée) est un parti d'hommes, de femmes et de jeunes qui ont en commun d'avoir fait le même constat : **l'Etat fuit ses responsabilités et ne remplit pas ses missions vis-à-vis du peuple qu'il gouverne.**

Nous avons assigné à ce parti la mission de permettre à tous les citoyens guinéens **le droit de réaliser leurs projets sans être pénalisés ni par les inégalités héritées de la naissance ni par celles créées par les accidents de la vie ou celles créées artificiellement par la société.**

Nous avons également assigné à ce parti la mission de faire en sorte qu'**aucun guinéen ne perde un avantage en raison de son handicap, de son origine régionale ou ethnique, de son orientation sexuelle ou de sa croyance religieuse.**

Pour réaliser cette mission, plusieurs choix politiques et économiques s'offraient à nous. Mais la situation socio-économique de la Guinée, en raison de son caractère déplorable et irrationnel, impose des décisions politiques, économiques et sociales disruptives. Car nous considérons que les solutions à apporter ne peuvent se mesurer ni à l'aune des

considérations politico-politiques qui menacent notre équilibre social, ni sur la base de théories économiques désuètes.

C'est pourquoi nous avons choisi de nous positionner **au centre** de l'échiquier politique guinéen. En conséquence, nous ne sommes ni de la mouvance présidentielle, qui a démontré son incapacité à répondre aux besoins élémentaires de la population, ni de l'opposition classique qui, en raison de son manque d'ambitions, son manque d'organisation et de son manque de cohérence, **est illégitime pour défendre l'intérêt des guinéens.**

De même, sur le plan économique, entre le socialisme qui a démontré son inefficacité face aux réalités et aux rapports de force mondiaux contemporains, et le libéralisme qui crée des inégalités en cas de non régulation, **nous avons choisi l'intérêt du peuple.** Cela se matérialise par la création **d'institutions démocratiques fortes pour assurer à tous le droit de vivre dignement dans un environnement sécurisé et apaisé.**

Par institutions démocratiques fortes nous entendons **l'ensemble des institutions judiciaires, législatives, économiques et financières indépendantes du pouvoir exécutif, et qui ont pour seule et unique mission d'agir, en toutes circonstances, dans l'intérêt des citoyens et régir la vie de ceux-ci en société.**

Ainsi, **le MPDG** adoptera et appliquera des mesures économiques libérales, socio-libérales ou socio-démocrates dès lors qu'elles **sont destinées à satisfaire l'intérêt du peuple.**

Donc, nous sommes des Révolutionnaires mus par la volonté de prendre **le pouvoir dans les urnes et de l'exercer dans l'intérêt commun de la nation.**

Notre Révolution, en raison de sa transversalité, de la maturité et du patriotisme bienveillant de ses acteurs, **récuse toutes formes de violence.**

Loin d'être soudaine, elle est le résultat d'un long processus de réflexion et de concertations populaires. Elle vise à changer et bousculer

radicalement et brusquement les méthodes de gouvernance actuelles en permettant une prise et un exercice de pouvoir dans l'intérêt **unique et définitif du peuple**. Elle donne la priorité aux investissements massifs dans la justice, la sécurité, l'éducation, le numérique, l'énergie, l'agriculture, l'environnement, la santé, l'industrie et les grandes infrastructures de transport.

Notre Révolution est à la fois sociale, libérale, égalitariste et solidaire, pourvu que les mesures économiques utilisées satisfassent l'intérêt du peuple. Notre Révolution est innovante ! Elle est disruptive !

Humanistes, progressistes et universalistes, nous déclarons notre profond attachement à la liberté d'entreprendre et à la propriété privée. C'est pourquoi nous encourageons les initiatives privées, d'où qu'elles viennent, notamment à travers des mesures fiscales incitatives et de formations innovantes dans l'entrepreneuriat ou dans l'économie sociale et solidaire.

Nous pensons que l'individu doit être protégé par la loi, en toutes circonstances, mais il doit se réaliser par son travail et sa créativité tout en comptant sur le soutien de l'Etat.

Si nous croyons dans l'émancipation individuelle par le travail accompagné des mesures de soutien de l'Etat, nous avons un doute radical quant à l'efficacité de la collectivisation des moyens de production.

De même, si nous sommes conscients de la difficulté à assurer une concurrence pure et parfaite entre les acteurs du marché, nous pensons néanmoins que la concurrence assure aux consommateurs la liberté de choisir. Nous reconnaissons donc les vertus cardinales du système économique qui la prône.

En outre, si nous encourageons la concurrence, nous affirmons notre stricte opposition aux situations de monopole et d'oligopole, qui privent les citoyens de leur liberté et leur droit élémentaire de choisir entre une diversité de prix.

Nous déclarons solennellement notre profond attachement au respect de la dignité humaine et aux valeurs de tolérance, de solidarité et de partage. Ainsi, nous sommes profondément attachés à la diversité des ethnies et des croyances en Guinée, en Afrique et dans le monde et proclamons la stricte égalité entre elles. En conséquence, nous affirmons notre opposition radicale à toutes formes d'extrémisme.

Nous pensons que le progrès de la Guinée doit être un progrès continu et durable, qui doit répondre aux besoins de la génération actuelle sans empêcher les futures générations à satisfaire les leur. C'est pourquoi, nous mettons au cœur de nos préoccupations le respect et la protection de l'environnement.

Nous sommes convaincus que la Guinée, en plus d'être une nation, est une famille. Ses habitants sont des femmes et des hommes unis par les liens sacrés de la fraternité. Ainsi, compte tenu de l'importance de l'unité de cette famille, **nous combattons toutes manœuvres et tentatives visant à remettre en cause son équilibre originel.**

Nous sommes convaincus que le destin de la Guinée et celui de l'Afrique sont indissociables. C'est pourquoi, nous pensons que la Guinée **doit être un laboratoire d'idées novatrices, un modèle** (de démocratie et de réussite économique) pour ses voisins africains.

Nous pensons que la Guinée ne sera véritablement la Guinée que quand **elle tiendra ce rôle central et respectera les droits fondamentaux de son peuple.**

Nous pensons que les efforts d'intégration entamés depuis plusieurs années partout en Afrique – CEDEAO, UEMOA, CEMAC, UA - vont dans la bonne direction, mais ils doivent être plus audacieux et plus ambitieux. C'est pourquoi, nous proposons le financement de ces organisations par les pays Africains eux-mêmes afin de permettre à celles-ci d'assurer efficacement leurs missions.